



BRÈVES NUMÉRIQUES

Royaume-Uni



Une publication du SER de Londres
24 novembre 2025 au 8 janvier 2026

Sommaire

Fait marquant

- Le Royaume-Uni développe des partenariats internationaux dans les sciences et la tech, notamment avec l'Allemagne dans le cadre de la visite d'Etat du Président fédéral allemand

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement a publié son budget d'automne, salué par les acteurs de la tech
- Le gouvernement crée une nouvelle unité pour accompagner les conseils locaux dans leur numérisation et finance des programmes d'inclusion numérique
- L'Ofcom poursuit l'application de l'Online Safety Act en imposant des amendes et en publiant des lignes directrices pour la protection des femmes et filles, sous pression continue du gouvernement, notamment liée à l'émergence de nouveaux outils d'IA
- Le Royaume-Uni a signé un nouveau partenariat avec Google DeepMind
- Le Premier ministre britannique a nommé un nouveau ministre en charge du déploiement de l'identité numérique

Télécommunications et réseaux

- Le gouvernement britannique demande à l'Ofcom de renforcer ses actions pour protéger les consommateurs dans le domaine des télécommunications

Données et intelligence artificielle

- Le Ministère de la Défense britannique a signé un nouveau contrat avec Palantir
- Le gouvernement britannique poursuit ses travaux sur le sujet de l'IA et des droits d'auteurs
- Le Royaume-Uni devient le coordinateur du Réseau international pour la mesure, l'évaluation et la science de l'IA

Cybersécurité

- Le gouvernement a publié un plan Plan d'Action Cyber dans un contexte de menaces accrues
- Le troisième dialogue cyber entre le Royaume-Uni et l'UE s'est tenu à Bruxelles

Spatial

- Le Royaume-Uni augmente sa contribution financière à l'Agence spatiale européenne
- Le Royaume-Uni mène la première mission de science climatique de l'ESA, « Scout »
- Le gouvernement britannique a fait des annonces de soutien à son écosystème lors du salon du spatial en Ecosse

Nouvelles technologies

- Le ministère britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie finance une nouvelle initiative dans le secteur des semi-conducteurs

Ecosystème tech

- NatWest signe un partenariat avec des universités britanniques pour le financement de spinouts
- Mistral AI a signé un accord pluriannuel avec la banque britannique HSBC
- Wayve a racheté la startup allemande Quality Match
- La British Business Bank soutient un fonds dédié aux biotechnologies avec un engagement financier de 75M£
- L'entreprise d'IA britannique *Faculty* vient d'être rachetée par *Accenture*

Fait marquant :

Le Royaume-Uni développe des partenariats internationaux dans les sciences et la tech, notamment avec l'Allemagne dans le cadre de la visite d'Etat du Président fédéral allemand

A l'occasion de la visite d'Etat du Président fédéral allemand Frank-Walter Steinmeier le 5 décembre 2025, [le Royaume-Uni et l'Allemagne ont fait des annonces pour renforcer leur coopération dans les secteurs scientifique et tech](#), et tout particulièrement dans le domaine du quantique. Les deux Etats se sont en effet engagés à financer un appel à projets commun dans la recherche quantique début 2026 grâce à une enveloppe de 6M£ – Innovate UK et le ministère fédéral allemand de la Recherche, de la Technologie et de l'Espace (BMFTR) contribuant chacun à hauteur de 3M£ – et à investir 8M£ dans le centre de photonique Fraunhofer UK à Glasgow. De plus, le R-U et l'Allemagne prévoient de collaborer sur le sujet du développement des normes internationales dans le secteur quantique, grâce à un accord entre le National Physical Laboratory (NPL) britannique et le Physikalisch-Technische Bundesanstalt (PTB) allemand.

Ces annonces s'appuient sur une collaboration déjà bien établie entre le Royaume-Uni et l'Allemagne dans le domaine de la recherche, l'Allemagne étant l'un des partenaires les plus importants du R-U dans le cadre des projets Horizon Europe. Le Centre national de supercalcul du Royaume-Uni, basé à l'université d'Édimbourg, a ainsi été sélectionné par EuroHPC pour héberger l'antenne britannique de l'AI Factory, en partenariat avec l'HammerHAI AI Factory, basée au Centre de calcul haute performance de Stuttgart.

En parallèle de cette visite, le Royaume-Uni a multiplié les accords internationaux dans les secteurs de la tech et de l'IA.

Lors de sa visite au Canada pour la réunion ministérielle du G7, le Ministre de la technologie britannique Ian Murray en a profité pour [signer un partenariat bilatéral](#). Dans la continuité de l'accord existant signé en juin 2025 (*Growth and Innovation Partnership*), celui-ci prévoit des coopérations renforcées dans le domaine des semi-conducteurs (création du '*UK-Canada semiconductors research network*'), et des échanges sur le développement de l'IA dans les services publics.

[Le Royaume-Uni et la République de Corée](#) ont signé une déclaration conjointe à l'occasion du second forum de leur partenariat numérique, qui s'est tenu le 16 décembre 2025. Celle-ci définit les 4 priorités de ce partenariat, centrées sur les infrastructures, l'innovation technologique, les normes numériques, et la cybersécurité.

Enfin, à l'issue de leur réunion conjointe sur la science et la technologie, [le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud lancent 3 initiatives pour renforcer leur coopération dans les secteurs technologique et numérique](#). On retrouve parmi elles le lancement d'un programme de formation sur la politique mondiale en matière d'IA, des discussions sur la boîte à outils pour le développement de l'écosystème spatial (SEDIT) développée conjointement avec le Rwanda et le Kenya, ainsi que le renouvellement du partenariat entre le Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Innovation sud-africain (DSTI) et le Fonds mondial pour l'innovation (Global Innovation Fund).

Economie numérique et régulation

Le gouvernement a publié son budget d'automne, salué par les acteurs de la tech

Le 26 novembre, la Chancelière Rachel Reeves a présenté le [budget d'automne](#) du gouvernement au Parlement britannique. [En ce qui concerne la tech](#), la Ministre a annoncé une révision des critères d'éligibilité au *Seed Enterprise Investment Scheme* (SEIS), un dispositif fiscal pour encourager l'investissement dans les startups, ainsi que du Venture Capital Trust (VCT), afin de stimuler le financement des entreprises en croissance. De plus, Rachel Reeves a annoncé une exonération de taxes durant 3 ans pour les entreprises qui s'introduisent en bourse au R-U. La Chancelière a également insisté sur le développement régional, en promettant une enveloppe de 16M£ pour développer un centre scientifique à Darlington. Enfin, parmi les autres annonces liées à la tech, on retrouve un financement de 300M£ pour développer de nouvelles technologies au sein du NHS, des projets visant à déployer des outils d'identité numérique, ainsi qu'un investissement supplémentaire de 200 M£ pour soutenir le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques. Ces annonces ont été [accueillies favorablement par l'écosystème tech britannique](#), en particulier celles sur les dispositifs fiscaux, dont le détail n'est pas encore connu.

Le gouvernement crée une nouvelle unité pour accompagner les conseils locaux dans leur numérisation et finance des programmes d'inclusion numérique

Dans l'objectif de diffuser l'utilisation des nouvelles technologies au-delà des administrations centrales et à l'échelon local, [le gouvernement britannique a créé une nouvelle unité au sein de Government Digital Services, GDS Local](#). Celle-ci développera une vision stratégique pour l'utilisation des outils technologiques au sein des collectivités locales, mobilisera le potentiel des données de ces organisations, et assurera le déploiement local des outils développés par GDS.

Afin de faciliter la réalisation de ces missions, [GDS a créé une nouvelle plateforme](#), Government Digital and Data Hub, où les professionnels du numérique et des données du secteur public peuvent apprendre, échanger et partager leur expertise.

En parallèle, la Ministre britannique en charge de l'inclusion numérique, Liz Lloyd, a dévoilé le 10 décembre [80 programmes locaux](#) soutenus par le Fonds d'innovation pour l'inclusion numérique, dotés d'une enveloppe de 11,7M£. Ces programmes contribueront à développer des compétences telles que des réflexes de sécurité en ligne chez les jeunes, ainsi que la formation à l'utilisation de l'application NHS, en finançant des organisations locales comme des associations.

[L'Ofcom poursuit l'application de l'Online Safety Act en imposant des amendes et en publiant des lignes directrices pour la protection des femmes et filles, sous pression continue du gouvernement, notamment liée à l'émergence de nouveaux outils d'IA](#)

L'Ofcom accélère la mise en oeuvre de l'Online Safety Act, en infligeant une [amende](#) d'1M£ à AVS Group pour non-respect de l'obligation de contrôle d'âge pour ses 18 sites pornographiques, en plus de 500 000£ pour ne pas avoir répondu à ses demandes d'informations.

De plus, le régulateur a lancé une nouvelle [enquête](#) sur un forum en ligne promouvant le suicide, et a publié à la suite d'une consultation un [nouveau guide](#) à destination des plateformes afin de protéger les filles et femmes d'expériences malveillantes en ligne (abus, harcèlement, contrôle coercitif, partage d'images intimes non-consenties).

La Ministre du DSIT Liz Kendall a en outre demandé à l'Ofcom de prendre urgemment des [mesures](#) pour protéger les enfants contre les outils d'IA conversationnels, et a [renforcé le cadre réglementaire britannique pour y inclure le cyberflashing](#) (envoi de photos sexuelles sans consentement).

De plus, [le gouvernement britannique a réagi fermement face à l'émergence de l'outil d'IA Grok de la plateforme X](#). La secrétaire d'État à la Technologie, Liz Kendall, a qualifié la situation d'« absolument épouvantable » et a enjoint la plateforme X à agir rapidement, tandis que l'Ofcom indique avoir pris contact en urgence avec X et xAI pour la mise en œuvre de mesures efficaces pour empêcher la [création d'images sexualisées par cet outil d'IA](#).

Le comité pour les femmes et l'égalité de la chambre des communes (House of Commons women and equalities committee) a indiqué renoncer à utiliser X pour ses communications compte tenu de l'absence de mesures préventives contre ces violences faites aux femmes.

[Le Royaume-Uni a signé un nouveau partenariat avec Google DeepMind](#)

Dans la continuité de précédents accords avec des entreprises américaines, le gouvernement britannique a signé un [Memorandum of Understanding avec Google DeepMind](#) sur l'IA et la sécurité. [Celui-ci prévoit](#) une collaboration entre *DeepMind* et le DSIT sur le développement de l'IA dans les services publics, l'accès aux modèles d'IA de *Google* pour les chercheurs britanniques, ainsi qu'un renforcement de la collaboration avec l'AI Security Institute. Cette collaboration devrait également être étendue au secteur quantique, à travers un travail conjoint entre le *National Quantum Computing Centre* et *Google* sur la puce quantique Willow, développée par l'entreprise. *DeepMind* devrait également [ouvrir son premier laboratoire de recherche automatique](#) au Royaume-Uni en 2026, disposant d'une intégration totale de Gemini.

[Le Premier ministre britannique a nommé un nouveau ministre en charge du déploiement de l'identité numérique](#)

Josh Simons a été [nommé ministre chargé du déploiement de l'identité numérique](#) ce mercredi 7 janvier. Keir Starmer cherche ainsi à convaincre les citoyens britanniques de la nécessité de ce projet controversé, qui rencontre une ferme opposition au sein de la société britannique – une pétition demandant au gouvernement de revenir sur ce projet a reçu 3 millions de signatures.

Le gouvernement souhaite développer des cartes d'identité numérique afin de vérifier les droits de travail au Royaume-Uni avec un objectif de lutte contre l'immigration clandestine, mais aussi potentiellement favoriser les interactions avec l'administration sur les droits aux prestations sociales, à la garde d'enfants et l'accès à d'autres services publics. Cet outil d'identité numérique permettrait aussi de vérifier l'âge pour l'achat d'alcool notamment.

Télécommunications et réseaux

Le gouvernement britannique demande à l'Ofcom de renforcer ses actions pour protéger les consommateurs dans le domaine des télécommunications

La Chancelière Rachel Reeves et la Ministre de la Science, de l'Innovation et de la Technologie Liz Kendall ont [conjointement](#) écrit une [lettre](#) à la Directrice de l'Ofcom Melanie Dawes, lui demandant d'assurer la réalisation d'investissements dans les infrastructures télécoms au R-U, et la [mise en place de tarifs moins élevés pour les consommateurs](#). La lettre insiste sur le nécessaire renforcement des actions de l'Ofcom pour le traitement équitable des consommateurs afin qu'ils ne subissent pas des hausses de tarifs une fois leur contrat signé, ainsi que sur la transparence des opérateurs sur la qualité de leurs services. Une table ronde devrait être organisée pour discuter d'actions complémentaires que pourraient prendre le régulateur britannique et le gouvernement pour dynamiser les investissements dans le secteur des télécoms et des infrastructures numériques.

Données et intelligence artificielle

Le ministère de la défense britannique a signé un nouveau contrat avec Palantir

Malgré la suspension unilatérale du Teach Prosperity Deal (TPD) par les Etats-Unis en décembre en raison d'un bras de fer sur les sujets sanitaires dans le cadre de négociations commerciales, le [ministère de la défense britannique \(MoD\) a signé un nouveau contrat](#) avec l'entreprise américaine proche de l'administration Trump, Palantir. Ce [contrat](#) d'une valeur de 240M£ – montant trois fois supérieur à celui signé en 2022 – comprend la mise à disposition par Palantir de capacités d'analyse de données soutenant la prise de décisions stratégiques, tactiques et opérationnelles, dans tous les domaines de la défense et pour une durée de 3 ans. Le gouvernement a signé ce contrat sans appel d'offres le 17 décembre 2025, dans la continuité des [annonces effectuées par le MoD dans le cadre de la visite d'Etat de Donald Trump en septembre](#), et a poursuivi son attribution malgré la [suspension du TPD](#) par l'administration américaine le 15 décembre 2025. Cependant, cette annonce fait naître certaines craintes relatives à la dépendance du Royaume-Uni aux technologies américaines dans le domaine stratégique de la défense, et la vulnérabilité que cela pourrait engendrer pour les forces britanniques, et pose la question du verrouillage technique du MoD par Palantir (coûts au changement de fournisseur). La porte-parole du parti Libéral Démocrate sur les sujets tech, Victoria Collins, a également critiqué le manque de soutien du gouvernement aux entreprises et startups britanniques en raison d'une préférence presque systématiquement américaine dans les contrats publics. Cette idée est fortement partagée au sein de l'écosystème d'IA et de startups de défense britannique (Mind Foundry, Faculty AI), ainsi que par Ben Wallace, ancien ministre de la défense de 2019 à 2023. En réponse à ces inquiétudes, le MoD et Palantir garantissent que les données militaires seront stockées sur le territoire britannique et que les logiciels utilisés seront sous l'unique contrôle du MoD.

Palantir soutient également que sa présence de long-terme à Londres démontre son engagement pour soutenir le développement technologique britannique, et que certains contrats seront passés avec des startups et entreprises locales. Le ministère de la défense britannique affirme par ailleurs que ce partenariat renforcera la souveraineté militaire britannique en accélérant la prise de décision et en améliorant l'analyse des menaces. Enfin, ce contrat permettrait une interopérabilité avec les systèmes Palantir de l'OTAN et ceux d'autres pays alliés.

Le gouvernement britannique poursuit ses travaux sur le sujet de l'IA et des droits d'auteurs

Suite aux débats parlementaires du *Data (Use & Access) Act*, le gouvernement a organisé entre novembre et décembre 2025 4 groupes de travail associant des entreprises d'IA (Open AI, Meta, Google, Isomorphic Labs, Microsoft, Anthropic, Synthesia) et des acteurs du secteur des industries créatives (Universal Music Group, Getty Images, The Walt Disney Company, BBC, FT), dans l'objectif de [travailler au développement d'un cadre réglementaire favorable à l'innovation, tout en protégeant le droit d'auteurs](#). Ces [groupes de travail](#) portaient sur les mesures envisagées pour protéger les créateurs, les contrôles de l'usage des œuvres et les normes techniques, la transparence, et les licences. A l'issue de ces sessions de discussion, les acteurs des deux secteurs se sont accordés sur 3 principes de base, qui guideront les prochains groupes de travail : (i) les titulaires de droits sont protégés contre toute utilisation illégale et abusive ; (ii) les titulaires de droits peuvent être rémunérés équitablement pour la valeur économique créée par leur travail ; (iii) les développeurs d'IA peuvent accéder à des contenus de haute qualité. Le gouvernement a annoncé travailler à la rédaction d'un rapport qui sera présenté au Parlement le 18 mars 2026.

Le Royaume-Uni devient le coordinateur du Réseau international pour la mesure, l'évaluation et la science de l'IA

La [réunion du réseau international des Instituts de la sécurité de l'IA](#) s'est tenue à San Diego le 9 décembre dernier. L'International Network of AI Safety Institutes, le principal héritage du Sommet de Bletchley Park, y a toutefois été rebaptisé « International Network for Advanced AI Measurement, Evaluation and Science », reflétant le souhait que la science de la mesure et de l'évaluation de l'IA puisse suivre le rythme de développement de cette technologie. Les membres de ce réseau se sont engagés à déployer davantage de moyens et des approches rigoureuses pour améliorer la mesure et l'évaluation de l'IA. Le Royaume-Uni assure désormais le rôle de coordinateur du réseau.

Cybersécurité

Le gouvernement a publié un plan d'Action Cyber dans un contexte de menaces accrues

En parallèle au lancement des débats parlementaires sur le projet de loi sur la cybersécurité au Parlement (cf. veille n°7), le gouvernement britannique a [publié](#) un [Plan d'Action Cyber](#) le 6 janvier 2026. Soutenu par un budget de 210M£, ce plan détaille la manière dont le gouvernement souhaite lutter contre la menace croissante des cyberattaques. Parmi les mesures envisagées figurent la création d'une nouvelle unité cyber centralisée au sein du gouvernement afin de renforcer les cyberdéfenses et la résilience de l'administration, tout en favorisant la numérisation des services publics et ainsi réaliser des gains de productivité. Ce Plan fixe comme objectifs une meilleure prévision des risques, un travail interministériel pour préparer des réponses efficaces et rapides aux incidents cyber, ainsi que le renforcement de la résilience à grande échelle, en particulier sur les services essentiels.

Le Cyber Action Plan prévoit aussi de renforcer la responsabilisation des agents sur la gestion du risque cyber, d'améliorer la catégorisation des incidents, et de développer les compétences cyber au sein de l'administration.

En parallèle, un nouveau programme d'ambassadeurs de la sécurité logicielle devrait être lancé afin de promouvoir de bonnes pratiques en matière de sécurité informatique.

La publication de plan intervient dans un contexte de menace cyber accrue. Des [conseils municipaux ont en effet été touchés par des attaques cyber](#) fin novembre, tandis que le [NHS a subi des vols de données](#) de patients début décembre ; incidents qui ont fait suite aux cyber attaques d'ampleur contre Jaguar Land Rover et Marks&Spencer à l'automne.

Les ministres britanniques des PME du Department for Business and Trade, Blair McDougall, et de l'Economie numérique au DSIT, Liz Lloyd, avaient par ailleurs [publié une lettre à destination des PME britanniques](#) le 24 novembre 2025, afin de les [alerter](#) sur l'accroissement de la menace cyber, et les [encourager](#) à se saisir des outils gouvernementaux à leur disposition pour renforcer leur résilience.

Le troisième dialogue cyber entre le Royaume-Uni et l'UE s'est tenu à Bruxelles

Les 9 et 10 décembre, le [troisième dialogue cyber entre le Royaume-Uni et l'Union européenne](#) a eu lieu en présence de représentants du ministère des affaires étrangères (FCDO), du ministère de la science, de l'innovation et de la technologie (DSIT), du ministère de l'intérieur et du National Cyber Security Centre côté britannique, et du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) et de la DG CONECT, ainsi que d'Europol et de l'ENISA (agence cyber européenne) côté européen. Les échanges ont porté sur la législation du secteur de la cybersécurité – dans le contexte de débat au Parlement britannique de la Cyber-resilience Bill – mais aussi sur les stratégies de dissuasion contre les cybermenaces, la lutte contre la criminalité, la réponse aux incidents et le renforcement des capacités cyber. Le prochain dialogue cyber devrait avoir lieu à Londres en 2026.

Spatial

Le Royaume-Uni augmente sa contribution financière à l'Agence spatiale européenne

Dans le cadre de la Conférence ministérielle de l'Agence spatiale européenne (ESA) qui s'est tenue à Brême les 26 et 27 novembre, [le Royaume-Uni a augmenté sa contribution financière aux programmes de l'ESA](#), qui s'élève à 1,7Mds£, avec une promesse d'investissement de 2,8 Mds£ pour la période 2025 – 2035. D'autres engagements seront pris en 2028, lors de la prochaine réunion des ministres de l'ESA. Le Royaume-Uni insiste sur le retour de ces financements aux industries et universités britanniques, en précisant que chaque livre investie dans l'ESA rapporte 7,49£ en bénéfices directs à l'économie britannique. De même, le Royaume-Uni entend soutenir et participer activement au programme '*European Launcher Challenge*', une initiative visant à améliorer l'accès à l'espace en ouvrant le marché européen aux opérateurs commerciaux, et s'est réjoui du financement supplémentaire accordé au *rover* européen sur Mars, construit au R-U par Airbus. Enfin, les Britanniques continuent de soutenir le module lunaire Argonaut, après l'attribution la semaine dernière d'importants contrats à des industriels britanniques pour la fourniture du moteur et des sous-systèmes de propulsion de la mission. Par ailleurs, l'engagement financier du R-U envers l'ESA fait partie d'un effort plus large de soutien au secteur spatial. En effet, en 2025, le gouvernement a augmenté de 8 % le budget civil de base alloué à l'Agence spatiale britannique et a annoncé une enveloppe supplémentaire de 2,8Md£ pour les quatre prochaines années (de 2026/27 à 2029/30).

Le Royaume-Uni mène la première mission de science climatique de l'ESA, « Scout »

Lancé le 28 novembre à bord d'une fusée SpaceX, [HydroGNSS est la toute première mission du programme Scout de l'Agence spatiale européenne](#) (ESA), dirigée par le Royaume-Uni. HydroGNSS a été conçu et construit par l'entreprise anglaise Surrey Satellite Technology, grâce à un financement de 26M£ de l'Agence spatiale britannique. Ce satellite aidera les scientifiques à suivre les mouvements de l'eau sur la planète, et fournira des données essentielles pour les prévisions météorologiques, d'inondations et de planification agricole. Ce lancement démontre également l'importance des collaborations entre l'Agence spatiale britannique et l'Agence spatiale européenne, et les industriels du secteur.

Le gouvernement britannique a fait des annonces de soutien à son écosystème lors du salon du spatial en Ecosse

A l'occasion du Space-Comm Expo Scotland, qui s'est tenu les 3 et 4 décembre à Glasgow, [l'Agence spatiale britannique a dévoilé un financement](#) de 17M£ pour 17 projets spatiaux innovants, dans les 5 domaines stratégiques identifiés par le gouvernement : la connaissance du domaine spatial, les services et la fabrication en orbite, l'observation de la Terre, les communications par satellite, ainsi que la localisation, la navigation et la synchronisation (PNT). On retrouve parmi les bénéficiaires Magdrive (systèmes de propulsion pour des petits satellites), B2Space (système d'observation de la Terre), BAE Systems (service de détection des signaux radio), Toshiba Europe (composants opto-électroniques quantiques) ainsi que de nombreuses universités (Bristol, Edimbourg, Southampton, Birmingham, etc.).

En ce qui concerne [l'Ecosse](#), la Ministre du DSIT Liz Kendall a salué l'importance, la vitalité et l'excellence de son écosystème spatial, qui devrait bénéficier d'un financement d'1,1M£ de la UK Space Agency, ainsi que du Programme national d'innovation spatiale (NSIP) doté d'une enveloppe de 3,8M£.

Nouvelles technologies

Le ministère britannique de la Science, de l'Innovation et de la Technologie finance une nouvelle initiative dans le secteur des semi-conducteurs

Le National Physical Laboratory (NPL) a obtenu un financement de 1,2M£ du ministère de la Science, de l'Innovation et de la Technologie (DSIT) pour mettre en place de [nouvelles capacités métrologiques](#) afin de renforcer la position du Royaume-Uni dans l'industrie mondiale des semi-conducteurs. Ces capacités de mesure de précision permettront d'exploiter le potentiel des matériaux avancés nécessaires à la production des semi-conducteurs, en définissant des normes robustes pour renforcer la fiabilité et l'interopérabilité de la chaîne d'approvisionnement. Ce projet associera le NPL, expert sur les questions de métrologie, mais aussi des Universités (Cambridge et Swansea) et l'industrie britannique (Visha Newport, GEN3, Custom Interconnect, Oxford Instruments) afin de définir des normes pour les nouvelles générations de semi-conducteurs.

Ecosystème tech

NatWest signe un partenariat avec des universités britanniques pour le financement de spinouts

La banque britannique *NatWest* a [signé des accords avec les universités](#) de Manchester, Brighton, York et le programme « Equinoxe » lancé par l'Université d'Oxford, afin d'apporter un soutien ciblé aux startups, étudiants entrepreneurs et spinouts. Dans le cadre de ces partenariats, *NatWest* mettra en place son programme d'accélération de start-ups sur les campus universitaires déjà présent dans 12 pôles universitaires, qui renforcera l'ambition, le leadership et les capacités entrepreneuriales des étudiants et chercheurs. La banque britannique prévoit la signature de partenariats avec 6 autres universités d'ici fin 2027.

Mistral AI a signé un accord pluriannuel avec la banque britannique HSBC

[HSBC a signé un contrat avec Mistral](#) afin d'intégrer ses outils d'intelligence artificielle générative dans le but d'accélérer l'automatisation, d'augmenter la productivité et la qualité des services aux clients. Dans un premier temps, *Mistral* et *HSBC* travailleront ensemble pour développer des modèles d'IA qui seront utilisés par les employés pour des tâches allant de l'analyse financière à la traduction, avant d'étendre leur collaboration à d'autres domaines, tels que l'intégration de nouveaux clients ou les contrôles anti-blanchiment. Les modèles d'IA seront auto-hébergés sur les serveurs de la banque. Il s'agit du premier contrat d'importance de la licorne française de l'IA avec une entreprise anglaise depuis son installation au Royaume-Uni, qui s'inscrit dans une tendance générale d'adoption d'outils d'IA par les banques.

Wayve a racheté la startup allemande Quality Match

Wayve, la licorne londonienne de logiciels de conduite autonome alimentés par l'IA [a racheté la startup allemande Quality Match](#), spécialisée dans l'interprétation et l'analyse des données utilisées pour former des modèles d'IA. Alors que *Wayve* travaille au déploiement commercial de son logiciel AI Driver, elle espère que l'intégration de *Quality Match* renforcera sa capacité à développer des ensembles de données vérifiables, nécessaires à la création de modèles d'IA fiables. Cette acquisition renforce la présence de *Wayve* en Allemagne, où elle réalise déjà des tests de véhicules autonomes.

La British Business Bank soutient un fonds dédié aux biotechnologies avec un engagement financier de 75M£

La [British Business Bank a accepté de soutenir un nouveau fonds](#) spécialisé dans les biotechnologies de *SV Health Investors* à hauteur de 100M\$ (75M£). Il s'agit de la plus grande contribution financière dans l'histoire de la British Business Bank. Cet investissement soutiendra « SV8 Biotech Fund », le nouvel outil de financement de *SV Health Investors*, l'un des principaux bailleurs de fonds du secteur des technologies de santé au Royaume-Uni. Ce fonds sera dédié au soutien à l'innovation dans le domaine des technologies thérapeutiques. L'engagement de la British Business Bank porte le total de ses engagements dans le secteur des sciences de la vie à 560 M£ répartis sur 15 fonds.

L'entreprise d'IA britannique *Faculty* vient d'être rachetée par *Accenture*

L'entreprise américaine basée en Irlande *Accenture* a racheté la startup britannique *Faculty AI*, fondée en 2014 et développant des modèles et solutions d'IA pour les secteurs public et privé. Les équipes de *Faculty* seront intégrées au sein d'*Accenture*, et le PDG de la startup britannique, Marc Walner, devient le Directeur technique d'*Accenture*. De même, Faculty Frontier, le produit d'intelligence décisionnel phare de *Faculty AI*, fera désormais partie de la suite des outils d'*Accenture*. Les deux entreprises collaboraient déjà ensemble depuis décembre 2023 avant que ce lien ne se transforme en acquisition en janvier 2026. L'acquisition se serait faite au prix de 1 Md\$ selon la presse.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Jade Champetier (Attachée numérique), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr